

DELETTREZ Didier

1923–1936: Der Aufstieg Adolf Hitlers und der NSDAP

1923-1936 : l'ascension d'Adolf Hitler et du parti nazi

Niveaux et disciplines

En 1920, Adolf Hitler prend la tête du NSDAP, le parti nazi. Ce mouvement d'extrême droite, antisémite et ethno-nationaliste, suscite alors peu d'engouement. Pourtant, en treize années, le NSDAP et Adolf Hitler vont se hisser à la tête d'une des plus grandes puissances d'Europe. Comment Hitler est-il devenu le Führer, le guide de l'Allemagne ? Comment le NSDAP, ce groupuscule, est-il devenu le parti dominant du IIIe Reich ?

Le 30 janvier 1933, le président du Reich allemand, Paul von Hindenburg, appelle au pouvoir Adolf Hitler, chef du parti nazi (NSDAP). Dix ans plus tôt, peu d'Allemands connaissaient cet homme, né le 20 avril 1889 dans la petite ville autrichienne de Braunau. En 1919, à 30 ans, c'est un homme sans diplôme et sans expérience politique qui rejoint le DAP, le parti ouvrier allemand. Il le rebaptise en février 1920 NSDAP (parti ouvrier allemand national socialiste) : le parti nazi est né. Ce mouvement d'extrême droite, antisémite et ethno-nationaliste, suscite peu d'engouement au début des années 1920. Pourtant, en treize années, le NSDAP et Adolf Hitler vont se hisser à la tête d'une des plus grandes puissances d'Europe. Comment Hitler est-il devenu le Führer, le guide de l'Allemagne ? Comment le NSDAP, ce groupuscule, est-il devenu le parti dominant du IIIe Reich ?

Le putsch de la Brasserie de 1923

Le 9 novembre 1923, Hitler tente de s'emparer du pouvoir par un putsch à la Bürgerbräukeller, une brasserie de Munich où le chef du gouvernement de Bavière tient un meeting. Relativement bien implanté en Bavière, mais mal représenté ailleurs en Allemagne, le NSDAP, groupuscule parmi d'autres de la nébuleuse ethno-nationaliste, projette ainsi de prendre le pouvoir dans ce Land. Sur le modèle de la marche sur Rome qui a permis à Mussolini de prendre le pouvoir en Italie en 1922, il entend ensuite gagner Berlin pour y installer une coalition völkisch, du nom de ce mouvement politique et intellectuel prônant l'unification des peuples germaniques.

En novembre 1923, le coup de force du parti nazi n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serein : la société allemande connaît le paroxysme d'une crise existentielle qui a pris la suite de l'immense épreuve de la Première Guerre mondiale. La situation est effectivement dramatique. Le traité de Versailles, signé en 1919, marque la fin du IIe Reich, l'État impérialiste allemand de 1871 à 1918. Il est vécu comme une humiliation car il impose notamment la démilitarisation de la Rhénanie afin de créer une zone tampon entre la frontière franco-allemande et les régions allemandes militarisées.

Mais en plus de cette occupation, les Français et les Belges investissent, à partir de janvier 1923, la région de la Ruhr : aux yeux de l'opinion allemande, un nouveau champ de bataille d'une Grande Guerre jamais vraiment terminée vient de s'ouvrir. Le putsch de la Brasserie apparaît donc comme un symptôme supplémentaire du déficit de légitimité des institutions nées de l'effondrement du IIe Reich. Pourtant, ce putsch d'opérette, organisé avec un mélange de brutalité, d'amateurisme et de naïveté, tourne au fiasco. Hitler croit pouvoir convaincre rapidement von Kahr, le chef du gouvernement bavarois, de le nommer à la tête d'un nouveau gouvernement ! Ce jour-là, les nazis vont aussi commettre l'erreur de relâcher leurs otages à la faveur de promesses vides. Échec lamentable. La manifestation est dispersée à coups de mitrailleuses et, le lendemain, 10 novembre 1923, les meneurs, Adolf Hitler et Erich Ludendorff, sont arrêtés. Le NSDAP est interdit.

En prison, Hitler écrit Mein Kampf

En 1923, Hitler fait de son procès pour haute trahison une tribune qui lui procure une audience enfin nationale. Complaisant, le président du tribunal le condamne à cinq années de forteresse. Hitler met cette incarcération à profit en rédigeant Mein Kampf, livre qui constitue un instrument important de fixation idéologique.

À partir de 1924, dans sa cellule, Hitler écrit Mein Kampf, Mon combat, un essai dans lequel il

expose son programme politique pour relever l'Allemagne, sortie vaincue de la Première Guerre mondiale. Cet homme profondément antisémite y développe sa vision du monde et des relations internationales. Son objectif : créer le IIIe Reich, un grand empire qui durerait mille années et rassemblerait tous les germanophones d'Europe. Entre 1925 et 1945, Mein Kampf jouit d'une large diffusion en Allemagne avec 12 millions d'exemplaires vendus.

En 2015, les éditions Fayard annoncent leur intention de publier une nouvelle traduction du livre, qui tombera en 2016 dans le domaine public. L'annonce fait débat, comme le montre le deuxième reportage ci-dessous. Les deux personnes interviewées s'opposent. Pour Jean-Luc Mélenchon, homme politique de gauche, publier l'essai d'Hitler, c'est diffuser des idées racistes. Pour Denis Peschanski, historien et chercheur, il faut au contraire analyser un livre qui a structuré l'imaginaire collectif des Allemands de 1925 à 1945.

Finalement, en juin 2021, Fayard réédite Mein Kampf sous le titre Historiciser le mal. L'édition est strictement conforme au texte original et assortie d'un important appareil critique rédigé par une commission d'historiens, dans laquelle Christian Ingrao, auteur de ce dossier thématique, a siégé. Les droits de ce livre sont reversés par l'éditeur à la fondation Auschwitz-Birkenau.

La nouvelle stratégie d'Hitler : prendre le pouvoir légalement

Libéré en décembre 1924, avant la fin de sa peine, Hitler reprend rapidement la main sur le parti et en change la stratégie. Il ne s'agit plus de prendre le pouvoir par les armes et la force, mais bien par des voies légales. Le calcul est brutal et simple : il s'agit de profiter des avantages que la démocratie apporte pour la pénétrer et la tuer de l'intérieur. Le parti se restructure sous la houlette d'Hitler et met en pratique la nouvelle stratégie légaliste. Il assume en la matière un rôle inédit de fédération et de structuration des mouvements ethno-nationalistes allemands, d'abord au plan des organisations corporatistes et syndicales, ensuite au plan partisan.

Cependant, cette nouvelle stratégie – la prise de pouvoir par les suffrages électoraux –, semble initialement vouée à l'échec : aux élections législatives fédérales de 1928, le NSDAP n'obtient que 2,6 % des voix, 800 000 sur 41 millions de votants. Parti de l'extraordinaire et de la mobilisation de guerre transposée en politique, le NSDAP peine à se faire entendre dans ces années de prospérité économique.

1929 : une crise providentielle

L'irruption, à la fin de 1929, de la déflation résultant du krach boursier américain du 24 octobre 1929 fait figure de tsunami dans une économie allemande très ouverte aux capitaux internationaux et que la crise du crédit touchait de plein fouet. En Allemagne, en quelques semaines, le taux de chômage atteint des niveaux vertigineux et la crise politique s'étend sur fond d'impuissance des politiques à enrayer la cascade de faillites. À la crise économique se surajoute pratiquement immédiatement une

crise politique marquée par le blocage des institutions et l'émergence d'un régime présidentiel de fait.

Dans ce contexte, dès le début des années 1930, les adhésions au NSDAP explosent, quintuplant en l'espace d'une année : après la victoire électorale de septembre 1930, ce sont 25 000 nouveaux adhérents qui, chaque mois, se bousculent pour rejoindre les cohortes brunes.

Crise de 1929 : le monde capitaliste dans la tourmente

Le krach de Wall Street est l'un des éléments déclencheurs de la crise économique des années 1930. La crise boursière débute le 23 octobre 1929 et le fameux jeudi noir du 24, la panique règne : 13 millions de titres sont cédés. Cette crise n'est que le révélateur d'un ralentissement de la croissance dans les économies occidentales, déjà entamé à la fin de l'année 1928. Dans les années 1930, les économies occidentales, dont celle de l'Allemagne de la République de Weimar, sont sévèrement touchées.

L'autre pari d'Hitler : l'alliance de la rue et des élites

À partir de 1929, le parti nazi s'assure progressivement le contrôle de la rue, par l'intermédiaire de la SA – la section d'assaut, formation paramilitaire du parti – qui multiplie les rixes d'une grande violence contre des organisations de gauche, répandant une atmosphère de guerre civile dans le pays. Non seulement le NSDAP s'installe dans le paysage politique, devenant à partir de début 1932 la première force politique du pays, mais il draine désormais une frange de plus en plus importante des jeunes élites nationalistes. Celles-ci sont maintenant convaincues par l'efficience de la stratégie légaliste du parti.

La conquête de l'Allemagne, ainsi, s'opère à la fois par les masses et les élites. Le glissement à droite progressif du paysage politique résulte d'un phénomène d'accoutumance et d'acclimatation des élites politiques à un mouvement qui combine désormais un caractère plébéien à une façade respectable. L'adhésion de jeunes militants issus des mondes universitaires lui apporte respectabilité, compétence administrative et capacité à gouverner.

C'est donc sur trois plans que le parti nazi se rend incontournable dans l'Allemagne de la crise. Auprès des masses et dans la rue, les SA et les membres du parti brisent les bastions ouvriers communistes et sociaux-démocrates et rendent leur présence de plus en plus visible et dominante. Dans le salon des élites, les jeunes ethno-nationalistes fraîchement recrutés par le syndicalisme étudiant nazi ou la SS (la garde personnelle de Hitler fondée en 1925 et devenue une police militarisée) estompent au moins partiellement l'image d'épouvantail plébéien qu'assumait le parti. Dans les urnes, les élections de 1932 font du NSDAP le premier parti d'Allemagne, un acteur incontournable.

À l'hiver 1932, les cercles nationalistes classiques envisagent de former un gouvernement de coalition de droite, sous la houlette d'Hitler, qui serait maintenu sous étroite surveillance.

Janvier 1933 : Hitler est appelé au pouvoir

Le 30 janvier 1933, après d'âpres négociations, le vieux président Paul von Hindenburg signe l'acte de nomination d'Adolf Hitler au poste de chancelier. Le nouveau cabinet est donc composé essentiellement de personnalités de la droite nationaliste et les nazis y sont minoritaires, quand bien même ils tiennent le ministère de l'Intérieur et le gouvernement de la Prusse (Land qui englobe pratiquement la moitié du Reich).

Hitler présente son gouvernement en 1933

Dans cette archive du 30 janvier 1933, le nouveau chancelier présente son gouvernement à l'hôtel Kaiserhof de Berlin, tandis que les sections d'assaut (SA) défilent de nuit dans les rues pour acclamer leur chef. Hitler a beau porter un costume civil, l'ambiance est martiale. Il tend son bras droit en de multiples saluts nazis adressés à la foule : des flambeaux et des drapeaux frappés de la croix gammée sont agités par les paramilitaires dans la nuit berlinoise. Ces détails confèrent à l'événement une atmosphère virile et guerrière.

Le chancelier Hitler enterre la démocratie

La situation va très vite se retourner. Le Reichstag (le Parlement allemand) est immédiatement dissout et de nouvelles élections sont prévues pour le 5 mars. Les combats de rue atteignent un nouveau paroxysme dans le mois qui suit l'arrivée au pouvoir d'Adolf Hitler. Hermann Goering, ministre-président de Prusse, prenant prétexte du désordre, fait nommer 50 000 policiers auxiliaires, principalement recrutés dans la SA. Le 27 février, une semaine avant le scrutin, les Berlinois se réveillent avec un immense incendie au Reichstag.

Cet incendie fournit un prétexte idéal pour mener une répression puissante contre les socialistes et les communistes. Cette répression est encadrée par un décret de protection du peuple et de l'État signé le 28 février, lendemain du drame, par le président Hindenburg. Il prévoit la suspension sine

die des libertés individuelles fondamentales et la mise sous tutelle des Länder en cas d'urgence. Ce décret punit aussi de mort ou de travaux forcés les cas de trahison ou d'atteinte à l'ordre public. C'est la fin de la démocratie et de la République de Weimar. Malgré la pression de la rue, la terreur de la SA, la surveillance des bulletins de vote, le parti nazi ne recueille que 44 % des voix exprimées : les urnes ne portent pas Hitler au pouvoir ; une majorité d'Allemands n'a pas voté pour le NSDAP.

Il n'en reste pas moins que le temps de la mise au pas (la Gleichschaltung) est venu et la société allemande voit ses corps intermédiaires très rapidement contrôlés par l'appareil militant nazi. En témoigne par exemple la prise d'assaut des maisons syndicales organisée par la SA le 1er mai 1933 ou les premiers boycotts dirigés contre les commerces identifiés comme juifs. En témoigne aussi l'activisme de la NSDStB, la ligue étudiante nationale socialiste qui organise des autodafés de livres jugés nocifs pour la santé morale du peuple allemand.

Cette période faite d'agitation, de coups et de violence pulsionnelle s'achève à l'été 1934, avec l'élimination d'Ernst Röhm, l'influent commandant de la SA devenu une menace pour Hitler. Quasiment toute l'opposition au chancelier est supprimée. En août 1934, la mort d'Hindenburg permet également à Hitler d'ajouter à ses fonctions de chancelier celles de chef de l'État.

Notre partenaire, Retronews (BnF), explore les réactions de la presse française le 3 août 1934, quand Hitler, déjà chancelier, devient président du Reich. Le Matin, L'Humanité, Paris Soir... La plupart des médias s'inquiètent de ce cumul inédit.

Été 1934 : la Nuit des longs couteaux

En 1934, Hitler a aboli les libertés civiles et la liberté de la presse. Le NSDAP est le seul parti politique autorisé. Mais le chef du IIIe Reich ne règne pas en maître absolu. Au sein du parti nazi, deux factions s'opposent : celle des conservateurs et celle des révolutionnaires, menée par les SA, les sections d'assaut de son vieil ami Ernst Röhm. Pour asseoir son pouvoir, il doit choisir entre ces courants. Ce documentaire d'Arte retrace la Nuit des longs couteaux, du 30 juin au 2 juillet 1934, une opération criminelle au cours de laquelle Hitler fait assassiner les principales figures du courant révolutionnaire, dont son compagnon de route Röhm.

Conclusion

Entre cet été 1934 et 1936, l'Allemagne passe tout à fait sous la coupe du NSDAP. Le Reich d'Hitler a créé un nouveau régime, relancé l'économie, affecté de remettre de l'ordre dans la société en la centralisant et en instaurant un régime d'exception, et retrouvé une crédibilité internationale en éliminant les conséquences du traité de Versailles.

Le désastre de la Brasserie est loin ; l'Allemagne nazie est désormais en ordre de marche. Et elle n'oublie pas ses origines, comme l'illustre l'archive Gaumont Pathé ci-dessous. Le 9 novembre 1936 se tient à la Feldherrnhalle de Munich – la brasserie du célèbre putsch raté – une cérémonie aux accents funèbres, lors de laquelle retentissent les noms de ceux qui sont tombés pour la cause nazie, le même jour, au même endroit, en 1923. Qui aurait pu imaginer que, treize années plus tard, une Allemagne rebaptisée IIIe Reich pourrait commémorer ce coup d'État manqué en le transformant en moment fondateur héroïque et sacrificiel de la geste nazie ?

La période 1934-1936 correspond à une phase de stabilisation marquée par une grande systématичité (soit la mise en place d'un système qui englobe et régente tous les aspects de la vie en Allemagne).

Systématичité de la célébration du renouveau allemand par la révolution nazie, célébrée par les congrès du parti à Nuremberg ;

systématичité de la désignation des ennemis intérieurs, par les lois de Nuremberg qui adoptent, en 1935, une définition strictement raciale de la judaïté et pave la route de la persécution ;

systématичité d'une politique extérieure d'un grand opportunisme au service d'une obsession : éliminer les conséquences du traité de Versailles, d'abord en assurant le retour de la Sarre dans

le Reich, ensuite en remilitarisant la Rhénanie.